

extérieures, faire l'impossible pour tenir ouverte la porte aux négociations. Il est probable que directement nous ne pouvons rien dans les négociations. Probablement que nous ne pouvons nous-mêmes montrer le chemin qui par la négociation conduit au règlement. Il est peut-être mieux à ce moment-ci pour nous de tenir changeante la situation, de laisser la porte ouverte, de continuer à tout prix les rencontres entre les parties.

Nous savons qu'à une occasion, le Japon et les États-Unis étaient en pourparlers et que, pourtant, la guerre a éclaté. Les événements de la semaine passée, où nous avons vu l'URSS reprendre ses essais nucléaires, nous portent à croire que l'indignation morale du monde ne suffira peut-être pas à retarder l'échéance finale, mais tant que les deux puissances négocient, il n'y a que peu de chances que vienne la fin. Par conséquent, il se peut que la politique énoncée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures cet après-midi soit la plus sage en ce sens que l'honorable représentant n'a pas adopté une attitude rigide, sauf pour ce qui est des principes défendus par notre pays. Il n'a pas dit à quoi le Canada s'oppose. Le ministre s'est montré prudent, discret et avisé. Ce n'est pas mon cas, monsieur le président. Je suis d'un autre tempérament. C'est pourquoi j'avais décidé d'écouter le débat sans y prendre part cet après-midi.

J'ai écouté des Canadiens et j'ai parlé à des Canadiens qui comprennent peut-être parfaitement les problèmes qui se posent à nous, mais qui s'en remettent à leurs sentiments pour suivre les chefs du présent gouvernement ou d'un autre gouvernement ou bien pour opposer une résistance. Les Canadiens auxquels j'ai parlé croient que le mieux que le Canada puisse faire, c'est de ne pas laisser le bateau s'échouer, de ne pas permettre qu'on ferme la porte.

Peut-être avons-nous cru, au Canada, il y a quelques années, que grâce à l'importance grandissante de notre stature, depuis une vingtaine d'années, en tant que nation industrielle d'envergure, reconnue internationalement, nous bénéficions d'une situation telle que tout le monde nous écouterait, et que nous pouvions nous maintenir ainsi. Nous nous sommes répété sans cesse que tel était le cas. Nos dirigeants universitaires, politiques et autres nous ont assurés que nous ne sommes pas une puissance coloniale, et que nous ne l'avons jamais été, de sorte que nous sommes tout désignés pour diriger les nations libres, non engagées et non coloniales.

J'ai entendu, ce soir, un député mentionner le destin du Canada. Il a parlé d'un destin multiple, il a dit qu'il fallait envisager

l'avenir avec anxiété. Ce sont là des mots empruntés qui ne signifient rien. Aucune nation n'est prédestinée. Les pays ont le cran et le tempérament de leur peuple. Au cours de l'histoire de chacune, il y a un tournant, comme pour l'individu. Parfois, comme l'a dit un grand poète, ceux qui se bornent à attendre servent aussi. Peut-être faut-il maintenant que le Canada se contente de garder la porte ouverte. Peut-être ne devrions-nous pas préconiser en ce moment une politique catégorique. Il se peut que notre maturité vienne en partie du fait que nous sommes une nation surtout chrétienne qui croit avoir le droit de son côté et qui ne cherche pas à imposer ses vues aux autres. Peut-être devrions-nous demander seulement à nos amis de temps de guerre et de temps de paix et à ceux avec qui nous voudrions nous lier d'amitié dans l'avenir, qu'ils soient au nord, à l'est, au sud ou à l'ouest, peu importe, de se donner la main et de poursuivre les entretiens en vue d'un règlement constructif.

Actuellement au moins, il se pourrait que le peuple canadien ait à vivre son destin non en tirant du canon ou en défendant la frontière et en empêchant les autres de passer; non en brandissant des armes ni en augmentant sa puissance militaire; non en décidant de se préparer pour une grande guerre; non en dissimulant les Canadiens dans des abris souterrains; non en décidant de se servir d'une bombe, mais en décidant qu'il faut s'appuyer sur la force morale et spirituelle du pays dans les efforts à déployer pour maintenir tous les moyens possibles de négociation. La seule chose que nous puissions faire c'est peut-être d'aider les protagonistes de cette lutte gigantesque à continuer les négociations. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher que la tension pouvant entraîner une destruction inévitable ne monte.

D'aucuns penseront peut-être que les quelques réflexions dont j'ai fait part au comité sont bien embrouillées. Certains exigent du gouvernement non seulement une politique, mais un plan d'action détaillé énonçant les moyens par lesquels nous pouvons imposer notre attitude au monde. D'autres penchent pour la neutralité en se disant qu'il appartient aux grands de ce monde de prendre les décisions et que nous survivrons ou périrons avec eux. Soyons donc ce lien dont a parlé l'honorable député de Leeds, cette cheville—c'est ainsi que Mackenzie King l'a appelée je pense—alors que l'Angleterre et les États-Unis étaient engagés dans un conflit aussi critique. Soyons donc cette cheville entre les deux